



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation
des précarités »

Ce 17 octobre 2018 – Journée mondiale de lutte contre la pauvreté – plus d’une soixantaine d’organisations du secteur social et culturel bruxellois ont formé un tracé symbolique à travers les rues de Bruxelles. Dans diverses communes, des points de rencontre, ou maisons éphémères, invitent associations, élus locaux, passants, ... à s’informer, débattre, discuter. Pour lever le voile sur une violence ordinaire : le rejet du pauvre ainsi que la peur, voire la haine qu’elle inspire. Et réinterroger certaines mesures politiques.



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »



17 octobre, midi sonnante au centre-ville. Une cinquantaine de travailleurs sociaux ^[1]Cette journée bruxelloise est co-organisée par ATD Quart Monde, Brussels Platform Armoede, la Fédération des Services Sociaux et Le Forum-Bruxelles contre les inégalités, en partenariat avec de nombreuses associations et organismes actifs à Bruxelles. La journée est organisée en lien et en coordination avec les autres initiatives prises dans le pays et particulièrement avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, un des pionniers de ces journées. vêtus de t-shirt au logo « Rendre visible l'invisible » sont rassemblés sous la bannière d'une des communes éphémères ^[2]Nichées dans des associations sociales ou des lieux culturels, abritées à l'extérieur, sous des tonnelles, des tentes, voire des minibus, les « maisons communes temporaires » rassemblent des citoyens engagés et des membres d'associations de services sociaux autour de mesures politiques problématiques, mais aussi de décisions positives qui prennent en compte la situation des personnes vivant la pauvreté. de cette journée, celle de « Bruxelles-Ville ». A côté du théâtre de la Monnaie, au Muntpunt, Le Front commun SDF, Le BAPN, Netwerk tegen armoede, Vrienden van het Huizeke, et l'Entr'Aide des Marolles interpellent les passants. Une longue corde cerle le lieu. Et sert de support à une longue série de revendications d'habitants qui fréquentent le service social de l'Entr'Aide des Marolles : « Si j'étais bourgmestre, je militerais pour le blocage d'index lié aux besoins de première nécessité (loyer, eau, ...) et pour les transports en commun gratuits ». Aujourd'hui,



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »

« c'est la journée de la pauvreté », précise un travailleur social, « c'est pour cette raison que c'est la parole des personnes précarisées qui est mise en avant » ! Une dame interpelle justement une travailleuse sociale : « Je ne suis pas pauvre... mais je suis au CPAS. Je vis chez une amie pour le moment. Les loyers sont trop élevés pour moi » ... Un autre passant, en costume, montre son passeport d'apatride et témoigne : « je suis sans-abri depuis 6 mois, rien ne bouge, j'espère rencontrer des politiques ici ... ». Mais point d'élus à l'horizon. Pour toute réponse, un travailleur social témoigne : « pour obtenir tout ce qui est documents d'identité, il n'est plus possible de se rendre spontanément au service population de la ville de Bruxelles, il faut prendre rendez-vous par Internet. Actuellement, nous sommes amenés à réaliser une partie du travail de l'administration communale pour aider les personnes à accéder à un service public... Ce qui signifie qu'il y a une rupture du lien social ! Ces pauvres qu'on ne voit pas, qui n'ont pas les moyens d'avoir un ordinateur, une imprimante, la société n'en tient absolument pas compte », s'indigne-t-il.

Travailleurs sociaux et bénéficiaires pointent à l'unisson la frilosité communale en matière d'initiatives sociales. Ils veulent des avancées : En matière d'accès au logement, même si la problématique dépend en partie de l'autorité régionale, la commune a, selon eux, un rôle à jouer : « Rien ne les empêcherait d'être beaucoup plus proactives! ». Les communes ont une prérogative et pourraient réquisitionner certains logements à l'abandon pour les rendre disponibles aux personnes les plus en demande, par exemple. Mais ils pensent aussi à un accès moins coûteux aux écoles publiques, aux voyages scolaires pour les enfants, des groupements d'achats, ... Aucun représentant politique de Bruxelles-Ville ne semble avoir fait le déplacement pour les entendre.

A quelques pas de là, au même moment, une autre Maison éphémère « Ixelles-Forest », située au kiosque à musique du Parc de Bruxelles semble avoir davantage attiré les représentants politiques. Serait-ce les rayons du soleil d'octobre encore chauds ? Ou l'animation conviviale distillée par le lieu ? Toujours est-il qu'après le passage de Stéphane Roberti (Ecolo, futur bourgmestre de Forest) sur les ondes de Radio Panik, c'est au tour de trois élus ixellois de faire leur apparition. Caroline Désir (échevine PS), Christos Doulkeridis (Ecolo, futur bourgmestre), et Gilles Marot (PTB, fraîchement élu conseiller communal) prennent part au débat. Ce dernier pointe « les indices concrets qui montrent que la pauvreté est en train d'exploser, que les associations sont débordées ... ». Pour Caroline Désir, il faut sans attendre augmenter l'offre de logements publics pour répondre aux énormes besoins. Objectif chiffré : 200 nouveaux logements sociaux à créer et 300 logements sociaux inoccupés à rénover. Pour Christos Doulkeridis, les premiers enjeux sont, d'une part, mettre



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »

de l'ambition dans les écoles en difficulté et, d'autre part, multiplier les solutions en matière d'accès aux logements. Enfin, il parle aussi de favoriser l'expression du public des CPAS via un Conseil consultatif des usagers. L'idée de collaborer avec les travailleurs sociaux est soulignée, le politique ne pouvant tout faire seul. « Il faut soutenir l'associatif, pour qu'il ait les moyens de faire son travail, ne pas avoir peur de la financer. C'est de la démocratie qu'on paie ! », conclut le futur Bourgmestre d'Ixelles.

« Vous n'osez pas aller au CPAS ... »

Au même moment, sur la place communale de Molenbeek, une troisième Maison éphémère rassemble un duo inédit : « Molenbeek/Watermael-Boitsfort ». « Watermael voulait venir à Molenbeek ! », raconte le Réseau des bibliothèques communales. La proposition a été lancée à partir d'un groupe « [journal intime de quartier](#) » dans l'idée de travailler la confiance en soi, mais aussi la parole collective. Deux animatrices de l'atelier, (Habitants des images asbl), complètent : « on a voulu mettre cette question sur la table : « comment rendre visible la pauvreté dans une commune de riches ? Comment donner voix à des gens qu'on entend habituellement peu dans les médias ? »... Rendre visible. Eviter d'être dépossédé de sa responsabilité, de sa voix. A partir de ces questions, c'est tout naturellement que le groupe a voulu se joindre à cet événement du 17 octobre. « Watermael a cette particularité géographique d'être située en bordure de ville, un peu à l'écart... Ses habitants ont souhaité rejoindre Molenbeek, également isolée, de l'autre côté du canal ! », rappelle la bibliothécaire, « les liens entre ces deux communes sont d'ailleurs bien plus nombreux qu'on ne pourrait le croire » ! Les uns et les autres ont partagé leurs situations de vie autour de la confection d'un jeu de l'oie, sur les thèmes du logement, de l'aide alimentaire, ... « Dès la première case, tu es éliminé ! », souligne, non sans une pointe d'ironie, une des participantes. En s'approchant, on peut lire « Vous n'osez pas aller au CPAS à cause de l'image que cela renvoie alors que vous y avez le droit. Vous passez votre tour ». Aujourd'hui, une partie débute entre quelques citoyens et politiques de Watermael - Benoît Thielemans, échevin de l'énergie et du logement (Ecolo), David Leisterh, président du CPAS (MR) et Martin Casier (PS). Un comble, aucun élu molenbeekoïse ne viendra lancer le dé. Sans doute la peur d'arriver les premiers à la case finale : « Toutes vos démarches ont échoué. Retour à la case départ ».



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation
des précarités »



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »



Les organisateurs du mouvement « Rendre visible l'invisible » l'ont annoncé, ils reviendront vers les élus pour leur rappeler leurs engagements. Parce que l'associatif bruxellois ne lâche



« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »

rien : ni dénoncer la violence par l'appauvrissement, ni en faire connaître ses causes, ni clamer l'urgence de l'enrayer. Parce que le 17 octobre ne peut pas être ce seul jour dans l'année où l'on se préoccupe un peu des précarités et des pauvretés, mais plutôt un processus continu de convergences des expériences et des luttes.

Cécile VDB et Stéphanie D, CBCS asbl, 15/11/2018

Le 17/10, dans les médias et ailleurs :

- Carte blanche des organisateurs de la journée « Si l'élu est l'exclu » :
<http://www.cbcs.be/Si-l-exclu-est-l-elu>
- Visionner la vidéo sur la journée (1,50 min) réalisée par ATD quart monde :
<https://1710.be/>
- <https://bx1.be/news/cinquantaine-dorganisations-se-mobilisent-contre-pauvrete-parvis-de-saint-gilles/>
- « Pauvrophobie : une encyclopédie pour comprendre la pauvreté au-delà des préjugés » :
https://www.rtb.be/info/regions/detail_pauvrophobie-une-encyclopedie-pour-comprendre-e-la-pauvrete-au-dela-des-cliches?id=10047784





« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »





« Parce que le 17 octobre ne peut être le seul jour de préoccupation des précarités »

